



## Communiqué de presse

### Le défi des déchets nucléaires : une étude comparée pour plus de transparence

*10 experts internationaux publient, avec 8 partenaires dont la Fondation Heinrich Böll, la version française du **Rapport Mondial sur les Déchets Nucléaires**.*

- **Premier rapport mondial sur le sujet, il présente faits et chiffres sur les déchets nucléaires** : types et quantité de déchets produits et stockés dans le monde, risques associés, coûts de leur traitement, solutions existantes ou avancées pour leur gestion et leur stockage.
- **Un chapitre de ce rapport analyse le cas de la France**. Yves Marignac, chef du Pôle énergies nucléaire et fossiles de l'Institut négaWatt, affirme : « Le schéma de gestion choisi par la France, basé sur le **retraitement du combustible usé**, se solde par l'accumulation d'un inventaire de déchets et de matières d'une complexité sans égal ». Selon Manon Besnard, ingénieure nucléaire, cette accumulation « conduit à une saturation des entreposages qui **menace à terme la poursuite même du fonctionnement des réacteurs** ».
- Jens Althoff, directeur du bureau de Paris de la Fondation Heinrich Böll, résume : « il faut **plus de transparence** sur le grand défi que représentent les déchets nucléaires, notamment en France, et ce rapport veut y contribuer : nous avons besoin de faits scientifiques sur les risques et d'estimations réalistes sur les coûts colossaux qui y sont liés – et nous devons savoir qui va payer la facture. Car **le nucléaire va laisser un héritage très lourd aux générations futures et n'est absolument pas une énergie propre** ».

**Paris, le 4 novembre 2020.** Le choix du nucléaire est aussi le choix de la production massive de déchets dont la dangerosité subsistera pendant plusieurs centaines de milliers d'années. « **L'accumulation de déchets radioactifs reste un problème non résolu** dans la plupart des pays nucléaires », souligne Yves Marignac, « avec à chaque fois des **enjeux techniques et financiers énormes** ».

**Sur l'ensemble de leur durée de vie, les réacteurs nucléaires européens pourraient produire un total de 6,6 millions de m<sup>3</sup> de différents types de déchets nucléaires** soit l'équivalent d'un terrain de foot occupé sur 919 mètres de hauteur (3 fois la Tour Eiffel). Quatre pays sont responsables de 75 % de ces déchets : **la France avec 30 %**, la Grande-Bretagne avec 20 %, l'Ukraine avec 18 % et l'Allemagne avec 8 %. Le traitement du combustible usé, considéré comme un déchet de haute activité dans certains pays, constitue l'essentiel de la radioactivité produite : selon le rapport, **plus de 60 000 tonnes de barres de combustible usé sont entreposés (de manière provisoire) à travers l'Europe** (hors Russie et Slovaquie).

**Les coûts du traitement de ces déchets de haute activité sont conséquents pour les Etats concernés**, requérant des solutions techniques difficiles à mettre en œuvre. Manon Besnard de l'institut négaWatt

souligne : « L'option envisagée pour gérer les déchets les plus radioactifs reste le stockage géologique, mais **aucun pays n'a à ce jour réussi à mettre en œuvre un centre de stockage** de ce type ». En France, le projet d'enfouissement en formation géologique profonde (CIGEO), dont la construction doit débuter en 2023 ou 2024 se heurte à d'importants obstacles techniques et politiques et en Allemagne, un processus en trois phases s'appuyant sur la participation publique doit déboucher sur la sélection d'un site d'ici à 2031. Arne Jungjohann, coordinateur du rapport, alerte sur la « **sous-estimation significative par les gouvernements nationaux et les opérateurs des coûts du déclassé, du stockage et de l'élimination des déchets nucléaires. Pas un seul pays en Europe n'a jusqu'à présent pris les dispositions suffisantes pour les financer.** Il y a un risque que les coûts réels, massifs, soient finalement supportés par les contribuables ».

**Le rapport met en lumière les problèmes de gestion de la France.** Pour Manon Besnard, « une part importante des matières valorisables pourraient être requalifiée en déchets, en l'absence de perspectives réalistes de valorisation. C'est le cas de larges quantités d'uranium appauvri, mais également de certains combustibles usés, comme le MOX, pour lesquels aucune réutilisation n'est prévue à court ou moyen terme ». Elle s'inquiète de la situation actuelle : « **la saturation prévisible des entreposages de combustibles usés et le retard pris par EDF dans le projet de construction de nouvelles capacités menace à terme la poursuite même du fonctionnement des réacteurs** ».

Rebecca Harms, ancienne députée et initiatrice du projet, conclut : « Il est important de ne pas seulement transmettre à la prochaine génération le problème des déchets nucléaires, mais aussi et surtout **les connaissances acquises dans le cadre du débat autour de leur gestion** ».

*Le rapport est placé sous la licence Creative Commons CC-BY-NC-ND 3.0*

#### **Contacts – Fondation Heinrich Böll, Bureau de Paris :**

Jens Althoff, directeur

[jens.althoff@fr.boell.org](mailto:jens.althoff@fr.boell.org), 06 67 65 76 76

Jules Hebert, coordinateur des programmes Transition énergétique, Transformation sociale & écologique

[jules.hebert@fr.boell.org](mailto:jules.hebert@fr.boell.org), 07 61 51 44 41

#### **World Nuclear Waste Report, <https://worldnuclearwastereport.org/>**

Le WNR est un projet collectif porté par un groupe d'experts renommés souhaitant attirer l'attention sur la question des déchets radioactifs, un défi majeur auquel aucune solution à long-terme n'a été apportée à ce jour. Il a été initié par Rebecca Harms et le premier concept général a été élaboré par Wolfgang Neumann, Mycle Schneider et Gordon MacKerron. Rebecca Harms a assuré le cadrage général et Arne Jungjohann la rédaction en chef et la coordination du projet.

#### **La Fondation Heinrich Böll – <https://fr.boell.org>**

La Fondation Heinrich Böll, dont le siège est à Berlin, est l'une des grandes fondations politiques allemandes. Centre de réflexion œuvrant pour la transition sociale-écologique et une démocratie participative, pluraliste et inclusive, elle dispose d'un réseau de plus de trente bureaux dans le monde. Le bureau de Paris travaille sur quatre axes pour renforcer la coopération franco-allemande et européenne : la transition énergétique et la protection du climat ; la transformation écologique et sociale ; la revitalisation de la démocratie en Europe et les questions d'asile et de migrations ; et enfin l'approfondissement de la politique étrangère et de sécurité commune au niveau européen.